

FACE A**Noël**

Très tôt, à 7 heures, nous avons commencé à travailler pour pouvoir suivre de très près ce qui se passe à Bujumbura, au Burundi et vous en informer. Pour sa part, Kantano était ici très tôt le matin afin de couvrir l'événement. Il vient de rassembler les éléments d'information y relatifs et il va vous les communiquer.

Kantano

Comme le dit bien un adage, «chassez le naturel, il revient au galop » ! La soif du pouvoir et du sang qui caractérise les Tutsis du Burundi vient de resurgir. En ce moment, le sang et les larmes coulent à Bujumbura. Comment cela a-t-il commencé ? En date du 6 mars 1994, des militaires ont investi le quartier de Kamenge et tué plus de 200 personnes. Radio Bujumbura a confirmé ces chiffres. Les victimes étaient pour la plupart des Hutu intellectuels ou influents.

Samedi dernier, les militaires ont de nouveau investi (le quartier de) Kamenge avec, cette fois-là, l'objectif de démanteler le bastion du parti FRODEBU. Ils ont encerclé (le quartier de) Kamenge avec des armes lourdes parmi lesquelles figuraient celles qu'ils avaient fait venir de Gitega en guise de renfort. Ils se sont mis à tuer les gens à leur guise. Face à cette situation, les autorités de Bujumbura ont essayé de réagir. Le 21 mars 1994, une réunion a eu lieu entre le Président Cyprien Ntaryamira, le Premier Ministre, les 2 chefs d'Etats-majors et le chef des renseignements. Ils se sont mis d'accord sur le fait que l'armée doit assurer la sécurité dans la ville de Bujumbura et dans tout le pays, de manière générale. Au lieu de se conformer à cette

décision, les criminels et soit disant militaires du Burundi ont choisi de s'attaquer aux membres de la population et de leur tirer dessus. Ils ont tué, pillé et commis d'autres atrocités qui les caractérisent, à volonté.

Hier, le 22 mars, le conseil des ministres du Burundi a tenu une réunion qui s'est caractérisée par des querelles. Le groupe des Tutsi soutenait ces malfaiteurs alors que celui des Hutus les condamnait, comme on s'y attendait. Cependant, à la fin de la réunion, beaucoup (de ministres) se sont mis d'accord pour procéder au remplacement des 2 chefs d'Etats-majors, en l'occurrence Bikomagu et son collègue. Les sympathisants de ces derniers, avec à leur tête le lieutenant colonel Kadoyi et un certain Twagiramungu, chef des renseignements militaires communément connus sous le nom de G2, se sont opposés à cette décision et ont décidé de renverser immédiatement le gouvernement.

La nuit dernière, ils ont revêtu leurs uniformes et ont tenté de mettre leur plan en application. Ils se sont mis à rechercher le Président Cyprien Ntaryamira, mais grâce à Dieu ils ne l'ont pas trouvé. A l'heure actuelle on ignore où il se trouve. Certains dirigeants se sont réfugiés à l'hôtel Club Tanganyika où ils se trouvent sous la protection des Français. Ceux des députés qui n'ont pas pu se réfugier dans les collines, ont fui vers Uvira, au Zaïre et vers d'autres destinations. Vous comprenez donc que la situation est très critique au Burundi. Ceux qui tentent de nous forcer de mettre en place des institutions bidons devraient plutôt intervenir au Burundi.

Comme le dit un adage «tenter de satisfaire un ennemi, c'est se ruiner inutilement ». Lorsque Melchior Ndadaye, un hutu, a été élu Président de la République du Burundi, succédant de ce fait à Buyoya, un tutsi, les Tutsis ont paniqué voyant que le pouvoir dont ils avaient été dépositaires pendant de longues années leur échappait. En date du 21 octobre 1993, Ndadaye et certains de ses plus proches collaborateurs ont été atrocement assassinés.

Comme vous le savez, il s'en est suivi des affrontements entre les membres de la population. Les ethnies peuplant le Burundi se sont affrontées et beaucoup de membres de la population ont fui vers le Rwanda et vers les autres pays frontaliers du Burundi. Jusqu'aujourd'hui, ils n'ont pas encore regagné leur pays. Le vide institutionnel a continué de se faire sentir jusqu'au moment où on a décidé d'organiser des élections pour le combler. Sylvestre Ntibantunganya, devenu veuf au moment où on le pourchassait avec Ndadaye, est devenu Président du parlement. Normalement, c'est cet homme qui devrait devenir Président de la République, mais les Tutsis l'ont refusé en l'accusant d'être *membre de la CDR*. [Sic].

Après d'âpres débats, on a accepté que Cyprien Ntaryamira occupe le poste de Président de la République. Il vous souviendra que son investiture a été difficile à obtenir. D'ailleurs la mise en place d'un gouvernement a été tout autant difficile à réaliser, puisqu'il a fallu qu'il (le Président) revoie la liste des ministres pour y insérer des Tutsis membres de petits partis politiques, comme le RADDES.

Environ 27 ministres ont été nommés pour contenter les Tutsis. Cependant, comme le dit l'adage, tenter de contenter son ennemi, c'est se ruiner inutilement. Non seulement le

gouvernement n'a pas pu fonctionner, mais aussi les violences n'ont pas cessé, surtout dans la ville de Bujumbura, comme vous venez de l'entendre.

Tout récemment, un réfugié hutu burundais qui était de passage à Kigali a déclaré ce qui suit : « Je vais au Burundi pour libérer le Président Ntaryamira, puisqu'il est pris en otage ». Il a ajouté, avec la même touche d'humour: « Ntaryamira n'est pas libre, ce n'est pas lui qui fait son propre programme. Le matin, les militaires tutsis le prennent de sa prison, l'hôtel Club du Lac Tanganyika, et le conduisent au service puis ils le ramènent à midi et le reconduisent, ainsi de suite ».

Les observateurs avertis prennent ces propos pour de l'humour, mais le Burundais en question a exprimé une certaine réalité. Cyprien Ntaryamira, tout autant que Melchior Ndadaye, n'a aucune autorité sur l'armée dont il est censé être le commandant suprême. Son incapacité à mettre fin aux récents troubles démontre son impuissance. D'ailleurs, ce sont les militaires tutsis qui sont à l'origine de ces troubles, puisqu'ils ne reconnaissent pas au peuple le droit d'élire ces dirigeants. Leur attitude se durcit d'autant plus qu'ils savent que, s'il y avait des élections, les Hutus remporteraient puisqu'ils sont majoritaires.

Ainsi donc, les auteurs de troubles n'ont d'autres visées que de faire un coup d'Etat. C'est un coup d'Etat qu'ils ont voulu faire, l'autre nuit. Même si tous les dirigeants ont fui, la menace du coup d'Etat demeure sans nul doute. Il est évident que ce sont les militaires qui tirent les ficelles, mais surtout les Tutsis membres du parti UPRONA et de ses satellites.

Une autre cause du coup d'Etat contre le Président Ntaryamira est sa récente visite à Gbadolite, au Zaïre, où il a rencontré ses homologues : Mobutu Sese Seko du Zaïre et Habyarimana du Rwanda. (Cette rencontre) n'a pas été appréciée par les Tutsis du Burundi puisqu'ils la qualifient de complot entre les Hutus et Mobutu, qu'il qualifie aussi de Hutu. Pour les Tutsis du Burundi, tuer les Hutus influents est une partie de plaisir. D'innombrables Hutus ont déjà péri dans la ville de Bujumbura et on peut les estimer à plus de 500. Feu Ndadaye et ses collaborateurs ont été assassinés par des militaires tutsis burundais dans la nuit du 20 au 21 octobre.

Au Burundi, tuer les Hutus c'est comme une partie de plaisir. Cela a commencé dès l'accession du Burundi à l'indépendance. A titre d'exemple, Monseigneur Gabriel Gahimbare, assassiné avant son sacre en 1961, était hutu. Il en est de même du ministre Ngendandumwe, ex Premier Ministre, assassiné le 15 janvier 1965 après avoir mis en place son gouvernement ; Joseph Bamina, également devenu Premier Ministre en 1965, a été tué, Paul Mirerekano, Président désigné du parti UPRONA en 1961, a été écarté à cause de son appartenance à l'ethnie Hutu et il fut assassiné en 1965, le Docteur Henehene, ancien directeur de la clinique Prince Louis Rwagasore a été assassiné en 1969. On ne saurait passer sous silence la trentaine de députés assassinés en 1965, 70 civils et militaires dont le Ministre des affaires étrangères et le Ministre de la défense assassinés en 1969, accusés d'avoir fomenté un supposé coup d'Etat.

Les tueries, devenues cycliques, ont eu lieu en 1962, 1965, 1969, 1972, 1988 et en 1991 et ont emporté environ 300.000 Hutus. Environ 1.000.000 d'autres (Hutus) sont partis en exil. Jusqu'aujourd'hui, les Tutsis restent sur leur soif de sang. En effet, ils sont habitués à verser le

sang et ils continuent à le faire. Aujourd'hui, s'ils veulent faire un coup d'Etat c'est qu'ils veulent encore verser du sang, mais cette fois-ci à grande échelle.

Une chose est triste : La communauté internationale est en train d'assister passivement aux exactions de ces malfaiteurs. D'ailleurs, on peut se permettre de critiquer certains individus qui se réclament défenseurs des droits de l'homme, étant donné que tous ceux qui continuent de mourir sont des êtres humains.

Quelle leçon pouvons-nous tirer de ce qui se passe au Burundi ? Quoi qu'il en soit, nous devons tirer une leçon des événements du Burundi. Les petits enfants des Tutsis qui ont fui le Rwanda se sont donné le nom d'Inkotanyi et ont attaqué le Rwanda en 1990. Ils prétendaient vouloir instaurer la démocratie mais, à ce jour, il est manifeste qu'ils veulent reprendre tout le pouvoir que les Hutus leur ont arraché en 1959. Cela ne fait plus de doute et toutes les intrigues, qu'elles se déroulent à Arusha, à Mulindi, à Kinyihira ou à Kigali convergent vers ce même objectif. Il est une chose que nous devons toujours garder à l'esprit : Ceux qui veulent le pouvoir ne peuvent l'obtenir qu'après avoir écarté tous les individus qui leur barrent la route. Il s'agit, de manière plus explicite, de Hutus qui sont opposés à Faustin Twagiramungu et à Agathe et surtout de ceux que l'on appelle des « power ». D'ailleurs, à y regarder de plus près, ils en ont déjà liquidé un bon nombre.

Où est le hutu Gapyisi ? Où est le hutu Félicien Gatabazi ? Où est le hutu Martin Bucyana ? Où est Rwambuka ? Où se trouve le député Safari ? Le chemin est encore long, le combat reste le même et l'objectif inchangé. A Kigali, on fait état de listes de personnes à tuer. Cela fait peur,

mais il ne s'agit pas d'une plaisanterie. Que les institutions de la transition soient mises en place ou non, les manœuvres visant à accaparer le pouvoir au Rwanda et au Burundi sont les mêmes, puisqu'elles émanent des mêmes gens.

C'était Kantano Habimana de la Radio télévision libre des mille collines.

Noël

La nommée Fausta Hitimana, de Kigali, dans la commune urbaine de Nyarugenge, agent du SNEP, comme cela se lit sur ses pièces d'identité, originaire de Kayumba, commune de Kanzenze, fille de Cyendahoro et de Uzanyindamba, est priée de se présenter à la RTLTM pour récupérer ses pièces d'identité qui se trouvent dans son sac à main. Elle est priée de se munir des frais de ce communiqué et d'une récompense à la personne qui a amené ses pièces d'identité à la RTLTM. Qu'elle veuille s'adresser à une dame qui lui remettra ses affaires.

Nous avons un communiqué de presse libellé comme suit :

Le congrès préfectoral du MRND à Gisenyi s'est réuni le 20 juin 1994 sous la présidence de son Président, le militant Wellars Banzi. Après avoir passé en revue la situation du parti au niveau préfectoral ainsi que le climat politique qui prévaut dans le pays, les congressistes ont dressé un bilan positif des activités du parti. Ils ont encore une fois exhorté les responsables et les membres des instances de base à redoubler d'effort dans la sensibilisation (de la population) aux idéaux du parti.

En outre, ils ont élu le militant Léopold Gahamanyi au poste de vice-président du parti au niveau de la préfecture de Gisenyi, en remplacement de Monsieur Léon Mugesera.

Deuxièmement, les congressistes se sont déclarés affligés par le fait que notre pays continue d'être meurtri impunément par des actes de violence et par des tueries ciblant des innocents et des politiciens. Les congressistes ont demandé à la MINUAR de publier sans délais les résultats de l'enquête sur les tueries survenues dans la commune de Mutura, dans la sous-préfecture de Kirambo et à Kinihira, afin que les coupables soient poursuivis (en justice). Ils ont demandé à la MINUAR de redoubler d'effort dans le maintien de la sécurité des populations des zones démilitarisées qui ne cessent d'être la cible des Inkotanyi.

Troisièmement, les congressistes ont exprimé leurs inquiétudes devant l'attitude du gouvernement et des instances habilitées qui ne semblent pas vouloir ouvrir une enquête sur les tueries qui ont ciblé les politiciens dont des membres du gouvernement, comme si cela ne leur disait rien. De manière spécifique, ils ont demandé l'ouverture d'une enquête sur l'assassinat du ministre Félicien Gatabazi, de Martin Bucyana, le Président de la CDR, sans oublier Rwambuka et Gapyisi. Ils ont demandé que ces enquêtes soient ouvertes sans tarder pour que les auteurs (de ces assassinats) soient punis de façon exemplaire.

Quatrièmement, les congressistes se sont déclarés consternés par la passivité du gouvernement qui ne réagit pas aux tueries et aux violences perpétrées par le FPR et ses acolytes contre les membres innocents de la population et contre ses opposants.

Ces actes répréhensibles constituent une violation des accords d'Arusha et un handicap à l'unité des Rwandais. Les congressistes réitèrent leur soutien aux accords d'Arusha, pour autant que les parties signataires les respectent.

Cinquièmement, les congressistes condamnent les intrigues et le despotisme par lesquels le FPR et les dirigeants de certains partis politiques continuent de se caractériser en privilégiant des intérêts égoïstes au détriment de leurs partis et des membres de la population. Ce comportement est aux antipodes de l'idéal démocratique et de la mise en place des institutions de transition. Les membres du congrès préfectoral du MRND à Gisenyi ont saisi cette occasion pour condamner le comportement de Faustin Twagiramungu qui n'a pas caché son penchant pour les Inkotanyi en publiant la liste des ministres, comme s'il avait fait un coup d'Etat. Il a agi en violation des accords d'Arusha et a contourné les organes compétents (du pouvoir) ainsi que les partis appelés à participer aux institutions de transition.

Sixièmement, les congressistes rendent hommage à l'Organisation des Nations Unies, aux membres du corps diplomatique et consulaire accrédités au Rwanda et aux représentants des confessions religieuses pour leurs contributions et la détermination qui reste la leur dans le processus de mise en application des accords de paix. Par ailleurs (les congressistes) réitèrent leur appel aux institutions ci-dessus pour qu'elles continuent d'aider le Rwanda et le FPR à éliminer tous les obstacles qui empêchent la mise en application des accords d'Arusha et d'enseigner au peuple rwandais les principes de la vraie démocratie, exempte de ruses, de contraintes et de sectarisme. Ce communiqué a été signé par Wellars Banzi, Président du

MRND dans la préfecture de Gisenyi et par Juvénal Uwiringiyimana, Secrétaire préfectoral du MRND à Gisenyi. (Musique)

Il est 10h10. En ce moment, les étudiants, surtout ceux du secondaire, ont pour la plupart terminé leurs examens, autant dans les écoles publiques que dans les écoles privées. Un bon nombre d'entre eux se trouvent dans leurs familles respectives, d'autres sont toujours à l'école et d'autres encore sont en train d'écouter la radio, cette chère radio ! Ecoutez la musique que nous vous balançons, en attendant le verdict... Voyez-vous, la présentation des résultats des examens ressemble à une séance de procès, c'est quasiment un procès ! Je dédie cette chanson à Boniface Kwizera, résidant dans le secteur de Nyakariro, à Bicumbi, dans Kigali Rural. Il s'agit de quelqu'un qui m'envoie souvent des informations et qui me pose des questions. Je répondrai petit à petit à ses questions. (Musique)

Georges Ruggiu :

(En Français dans le texte original)

.à Kigali, eh oui chers auditeurs un bulletin spécial en français. Actualité chaude oblige, nous parlerons malheureusement encore une fois du Burundi. Et oui le Burundi, tentative de coup d'Etat

(En Français dans le texte original – Page 9)

cette nuit à Bujumbura. ça continu..donc, toute la nuit, les militaires dirigés par le lieutenant colonel Kadoyi ont recherché et pourchassé le chef de l'Etat burundais Son Excellence Cyprien Ntaryamira suite à la décision prise prise de chasser les deux chefs d'Etat-major de l'armée dont le colonel Bikomagu pour leur responsabilité dans le coup d'Etat du 21 octobre 93 et les tueries continues perpétrées par l'armée burundaise à l'égard de la population.

On a donc pourchassé le chef de l'Etat et les dignitaires du pays et notamment ceux du FRODEBU, le chef de l'Etat Son Excellence Cyprien Ntaryamira serait réfugié à l'Ambassade de France. Des députés ont fui vers le Zaïre, dans les hôtels gardés par les Français et même dans la montagne. Les tueries continuent dans tous les quartiers de Bujumbura et dans tout le pays depuis cette nuit. Mais les tueries sont bien plus anciennes à cela, vous savez bien que déjà il y a quelques jours nous vous en avons parlé et nous n'avons pas arrêté de vous en parler depuis le mois d' octobre.

Alors vous membres du personnel diplomatique accrédités ici au Rwanda et ailleurs qui nous écoutez, au lieu de braquer vos yeux strictement sur la mise en place des institutions de la transition à base élargie au Rwanda, n'oubliez pas aussi de regarder et de marquer votre désapprobation sur les actes criminels commis par cette armée burundaise putschiste dont le FPR est son complice ici au Rwanda. N'oubliez pas..que le sort de tout d'un peuple dépend aussi de cette désapprobation, que le Burundi souffre de cette armée putschiste depuis 1960 et que si on désire que les institutions de la transition à base élargie se mettent véritablement en place vers la démocratie ici au Rwanda, le problème du Burundi devra aussi se régler. Ce pays devra se stabiliser dans le..la démocratie et dans le respect des droits du peuple qui ont été marqués en juin et en juillet de l'année dernière.

C'est donc pas uniquement en obligeant le Gouvernement rwandais à mettre en place des institutions que l'on réglera le problème rwandais, il faut aussi régler le problème burundais qui y est lié et nous attendons toujours de la part des ambassades et de la part des consulants occidentaux ici au Rwanda, des communiqués marquant leurs désapprobations, plutôt que de se taire et de regarder seulement quelques petits événements qui se passent ici au Rwanda. De beaucoup plus gros événements se

(En français dans le texte original)

passent au Burundi et aucune ambassade occidentale n'a marqué ni son désaccord, ni sa désapprobation, et nous pensons vraiment que rien de sûr ne pourra se passer ici au Rwanda tant que les occidentaux ne marqueront pas non plus leurs désapprobations sur ce qui se passe au Burundi. Bien entendu, nous vous tenons informés de toute information complémentaire qui pourrait tomber sur les tables de la rédaction concernant le Burundi. Nous espérons bien entendu nous retrouver de toute façon à 20 heures 30, pour le développement plus complet de ce.. des informations malheureuses sur le Burundi.

Noël

... Je m'adresse à ceux qui se trouvent près du foyer, près du brasero, près de leurs cuisinières pour leur dire que nous, ici, nous n'avons pas d'électricité. Je m'adresse donc à ceux qui sont près de... Ha ! J'allais dire près des cuisinières ! Certaines personnes ne pourront plus le faire ! Toutefois, à ceux qui sont près des braseros, je leur dis que le temps passe vite. D'autres personnes préparent des concerts, comme François Chouchou Mihigo qui déclare que le week-end est tout à lui. Nous sommes en train d'écouter l'une de ses mélodies. A ceux qui nous offrent leurs musiques, nous donnons notre soutien. Il en est ainsi ! (Musique)

Mbilizi**(En Français dans le texte original)**

...Il sera 11 heures à Kigali, vous écoutez la Radio-télévision Libre des Mille Collines. Tentative

de coup d'Etat cette nuit à Bujumbura. Toute la nuit, les militaires dirigés par le lieutenant

colonel Kadoyi ont cherché à attraper le chef de l'Etat Son Excellence Cyprien Ntaryamira, suite à la décision qu'il a prise de chasser les deux chefs d'Etat major qui sont responsables du coup d'Etat du 21 octobre 93, et des tueries qui s'en ont qui s'en sont suivies. Les deux chefs d'Etat major dont le colonel lieutenant Colonel Bikomagu. On a pourchassé le chef de l'Etat et les dignitaires du pays et du FRODEBU. Le Chef de l'Etat s'est réfugié à l'Ambassade de France et les Députés vers le Zaïre dans des hôtels gardés par des militaires français.

Les tueries dans les quartiers continuent à Bujumbura et dans tout le pays. A vous qui écoutez en ce moment, à vous membres du personnel diplomatique, au lieu de braquer les yeux sur la mise en place des institutions de transition au Rwanda, commencez par marquer votre désapprobation sur les actes criminels commis par cette armée burundaise putschiste dont le FPR est complice ici au Rwanda, car rien ne pourra jamais marcher ici au Rwanda, si la situation demeure chaotique à côté, au Burundi. Le silence de la communauté internationale face au chaos dans lequel les militaires ont plongé le pays inquiète, et l'on se demande le pourquoi de cette passivité, les pays qui ont poussé l'Afrique à entrer dans la démocratie, comment peuvent-ils croiser les bras devant le carnage opéré au Burundi par la junte militaire.

Noël

Il est 11 heures « Nous sommes enfants de l'Afrique », nous dit François Chouchou Mihigo. Nous allons continuer à écouter cette chanson, mais avant tout je voudrais saluer les personnes suivantes qui nous écrivent souvent et nous font partager leurs idées. Je citerais, entre autres, le Caporal gendarme Fabien Nteziyaremye qui nous a écrit ce qui suit : « Je suis basé au camp Muhima, mais on peut aussi me trouver à Nyamirambo, à la brigade, euh... à la compagnie territoriale de Nyamirambo ». J'ai donc reçu sa lettre. Il envoie des salutations à tous les militaires de la zone des opérations de Byumba, OPS Byumba, surtout le lieutenant qui vient de passer par ici pour me dire bonjour. Je lui adresse mes salutations, car c'est un brave homme. Il vient de me dire : « Noël, je vous informe que je viens d'acheter une autre action ». Cela vous montre que les gens continuent de s'acheter des actions au sein de la RTL. Il suffit de se rendre à la banque ou de venir ici à la comptabilité et payer 5.000 francs, 10.000 francs, 15.000 francs, 20 mille francs, 100 mille francs, 500 mille francs, 1 million, jusqu'à 5 millions.

Si vous voulez passer par la banque, il suffit de demander le compte de la RTL et y verser le montant de vos actions. Ils vous remettront un bordereau de versement. De notre côté, nous recueillons les souches (des bordereaux de versement) pour pouvoir identifier ceux qui versent de l'argent sur notre compte. Leurs noms figurent tous dans ce registre et nous les connaissons tous. Si vous venez ici et que vous demandez de voir où votre nom est mentionné en tant qu'actionnaire, on vous montrera tout de suite votre nom, la date du versement et la banque auprès de laquelle l'argent a été versé. Hum ! il en est ainsi. Vous avez aussi le choix de verser votre argent ici. Le Sous-lieutenant de Byumba m'a demandé de ne pas mentionner son nom. Il m'a dit : « Je suis venu rien que pour verser cet argent et rentrer. Maintenant je rentre ». Je

salue ceux qui sont à Byumba et à Gako. On m'a téléphoné de Gako. Je salue les militaires de Gako et je leur dis de tenir bon sur leurs positions. Tenez bon sur vos positions, tenez bon ! Dans quelques instants, si Kantano le veut bien, nous reparlerons de la crise burundaise. Je sais qu'il le voudra bien, car il est de notre devoir de vous informer de l'évolution des choses autour de nous. Je salue les gens de Kidaho.

Chers amis de Kidaho, je sais que vous vivez une situation pénible. Voyez-vous, le développement que vous apportent les Inkotanyi est un cadeau empoisonné ! Tenez, par exemple : Un lieutenant des Inkotanyi ouvre un débit de boisson et y installe un appareil vidéo pour vous permettre de regarder des films moyennant un droit d'entrée de 20 francs. Vous devez payer ces 20 francs pour regarder un film sur cette vidéo ! Vous voyez qu'ils ont déjà commencé à coloniser ce pays. Quelle idée d'obliger les membres de la population de payer 20 francs de *taxe* ! [Sic] Si l'objectif visé est le développement, il faut laisser les gens regarder ces films gratuitement, car la personne qui les projette utilise du matériel volé. Si elle prétend le contraire, qu'elle nous désigne le magasin où elle a acheté ce matériel. Ils se servent des biens pillés pour gagner de l'argent. Cela représente un problème épineux pour les gens de Kidaho, mais je leur demande de tenir bon. Dans 10 minutes il sera 11 heures. (Musique)

Kantano

Chassez le naturel, il revient au galop ! Il en est ainsi avec la soif du pouvoir qui caractérise les Tutsis du Burundi. Il est aujourd'hui avéré que cette soif est surnaturelle. Comme vous l'avez appris, la nuit dernière il y a eu une tentative d'assassinat des autorités nouvellement installées au pouvoir. Avant que ces autorités n'aient pu exercer le pouvoir, on a voulu faire un coup d'Etat.

Peut-être vous demandez-vous comment cela est arrivé ? Eh bien ! Je vais revenir en arrière pour vous rappeler que le 6 mars, des militaires se sont rendus dans le quartier de Kamenge et y ont tué plus de 200 personnes. Ce chiffre a été confirmé par Radio Bujumbura. Inutile de demander l'identité des victimes, car c'était pour la plupart des intellectuels hutus.

Noël

En fait, le quartier de Kamenge est exclusivement habité par des Hutus.

Kantano

Hum ! Il est exclusivement habité par des Hutus. Ainsi donc, samedi dernier, les militaires sont retournés à Kamenge, avec cette fois-là l'intention de détruire pour de bon ce bastion du parti FRODEBU. Kamenge est un quartier où des Hutus chassés d'autres quartiers de Bujumbura sont venus s'agglutiner et ils en ont fait leur place forte. Les militaires ont encerclé le quartier avec des autos-blindées et autres armes, puis ils se sont mis à tuer les gens, maison par maison.

Par la suite, les autorités de Bujumbura ont essayé de réagir. Une réunion a été tenue le 21 dernier rassemblant le Président Cyprien Ntaryamira, le Premier Ministre, les deux chefs d'Etats-majors dont Bikomagu et le chef des services de renseignement. Ils se sont mis d'accord sur le fait que l'armée doit maintenir l'ordre public dans la ville de Bujumbura et dans tout le pays, en collaboration de la gendarmerie.

Au lieu de maintenir l'ordre public, cette bande de malfaiteurs qui n'a rien d'une vraie armée, puisqu'elle est composée d'une seule ethnie, a cru qu'on l'autorisait à investir les quartiers pour

tuer et piller. En ce qui concerne le quartier de Kamenge, il est soupçonné d'abriter des caches d'armes et de munitions. Tout a commencé par un incident impliquant un autobus, en date du 21. Cet autobus transportait des gens en destination de Bururi. Comme vous le savez, la région de Bururi est le bastion des Tutsis. (Cet autobus) pourrait être comparé à un bus qui transporterait des gens en destination de Nyamata. (Bururi) est une région d'où sont originaires tous les Présidents. S'agissant donc de cet autobus, quelqu'un, probablement un bandit, qui se trouvait sur la colline de Bujumbura, au bord de la route, a lancé deux grenades à l'intérieur. Environ 5 Tutsis sont mort dans cet autobus. C'est suite à cet attentat que le quartier de Kamenge a été investi et saccagé (par l'armée) dans un élan de vengeance.

Hier, le 22 mars, le conseil des ministres du Burundi s'est réuni pour faire le point sur la situation. Au cours de la réunion, une vive querelle a éclaté lorsqu'un groupe de Tutsis s'est prononcé en faveur des malfaiteurs alors qu'un autre groupe, de Hutus celui-là, les condamnait. A la fin de la réunion, la plupart des participants ont été réalistes et ont décidé de démettre les deux chefs d'état-major, c'est à dire le chef d'Etat-major de la gendarmerie et celui de l'armée, en la personne de Bikomagu. Ce fut l'étincelle qui a mis le feu aux poudres ! Ah ! Avec à leur tête le Lieutenant colonel Kadoyi et le nommé Twagiramungu, chef des renseignements militaires, l'équivalent de G2 chez nous, ils ont immédiatement décidé de renverser le gouvernement. Ce gouvernement de 27 ministres avait été mis en place dans le but de contenter les Tutsis pour qu'ils permettent au gouvernement de fonctionner.

- Tous les partis (politiques) y sont-ils représentés ?
- Oui, tous les partis, petits et grands y sont représentés, alors qu'ici chez nous on refuse d'intégrer les partis comme la CDR dans le gouvernement de transition. Ils ont intégré ces partis (au gouvernement) pour les contenter. Néanmoins, la nuit dernière, les sympathisants de Bikomagu se sont mobilisés et sont allés chercher le Président de la République en vue de lui faire subir le même sort que...
- (Le même sort) que Ndadaye.
- (Le même sort) que Ndadaye. Grâce à Dieu, il s'est échappé et s'est réfugié à l'ambassade de France. Les autres ministres se sont immédiatement réfugiés au «Club Tanganyika» où ils sont sous la protection des Français. Quant aux députés, ...
- Ha ! Ha ! Ha !
- Certains se trouveraient ici à Kigali, alors que la plupart d'entre eux sont à Uvira et d'autres ailleurs. Le constat qui se dégage de tout ça est que, une fois de plus, les organes du pouvoir ont été démantelés. S'il est vrai que l'on peut considérer ce coup d'Etat comme avorté, il ne l'est pas complètement puisque le complot demeure. Il demeure, d'autant plus que même les assassins de Ndadaye circulent toujours librement, dans une totale impunité. Vous voyez donc que le complot demeure. Voyez-vous, mon cher Noël, il est une chose qui m'étonne : après la décolonisation de l'Afrique, les blancs nous ont obligés d'adopter le parti unique. Aujourd'hui, 30 ans après, ils viennent nous dire de changer de système et d'embrasser la démocratie pluraliste. Ce système procède par des élections qui permettent à la majorité d'être élue et de diriger le peuple. C'est ce qui s'est passé au Burundi lorsque Ndadaye a été voté massivement et en toute transparence. Investi par le peuple, il a pris le pouvoir des mains de la minorité. Comme celle-ci avait une mainmise sur l'armée, elle n'a pas accepté la

défaite et a préféré de le tuer. Quoi qu'il en soit, ceux qui ont assassiné ces gens-là n'ont pas encore été arrêtés. Par la suite, on a essayé de remettre sur pied les institutions politiques et voilà ce que les trouble-fête viennent de faire. Pourtant, voici que les blancs, qui professent qu'en démocratie la majorité doit régner, restent indifférents. Pourtant ils font pression sur nous pour que nous mettions en place les institutions de transition à base élargie, alors que la minorité cherche à tricher.

FIN DE LA FACE A

FACE B**Kantano**

En démocratie, c'est la majorité qui doit gouverner. Ces gens-là ne disent rien à ce sujet, en ce qui concerne le Rwanda. Revenons sur le cas du Rwanda : Les blancs ne se rendent pas compte que la minorité recourt à des moyens frauduleux pour arracher le pouvoir des mains de la majorité. Il s'agit de la minorité prise dans le sens ethnique ou dans le sens des partis politiques. A titre d'exemple, Twagiramungu est minoritaire au sein du MDR ; je dirais qu'il fait cavalier seul. Le PDC est un parti minoritaire mais ça ne l'empêche pas d'avoir 4 députés au sein de l'assemblée législative. Le parti CDR, qui représente le peuple majoritaire, n'a qu'un seul siège et il a dû batailler pour l'obtenir. On peut en dire autant pour le PSD. La minorité a toujours tendance à tout accaparer. Les blancs voient tout ça mais ils ne font aucune condamnation.

Noël

Le FPR aussi se trouve dans la même situation.

Kantano

Oui, le FPR également. (Plusieurs voix à la fois)

Noël

Quelle est sa représentativité ?

Kantano

WS02-916
K013-8323-K013-8350

Il est minoritaire. Cependant, il veut utiliser la ruse pour arracher le pouvoir des mains de la majorité. Pourtant, au lieu de condamner cet état des choses, les blancs gardent le silence. Cela donne à réfléchir et nous nous demandons si ces blancs qui nous enseignent la démocratie y croient ! Cette attitude est difficilement compréhensible.

Noël

Amis auditeurs de la radio RTL, il est 11h04 ici à Kigali. Je voudrais poser une dernière question à Kantano : Vu que ce qui se passe au Burundi pourrait se répercuter sur nous, ici au Rwanda, que devraient faire nos politiciens les plus expérimentés en politique et les plus patriotiques ? Devraient-ils immédiatement instaurer un gouvernement fort ou laisser Faustin Twagiramungu mettre en place son gouvernement ? Que devraient-ils faire ?

- Mon cher Noël, à la RTL nous disons souvent des choses et l'opinion publique pense que nous sommes alarmistes. Nous sommes accusés de diffuser des rumeurs ou des informations non vérifiées. Cependant, à y regarder de plus près, le même plan qu'ont les Tutsis du Burundi de prendre le pouvoir et s'y maintenir existe au Rwanda. En d'autres termes, il s'agit de deux situations similaires. En effet, il faut se rappeler que les Inkotanyi qui attaquent sont les descendants des Tutsis, les petits enfants des Tutsis qui, en 1959, ont fui la République et la démocratie. Ils sont partis, ils ont changé de façade puis sont revenus sous l'appellation d'Inkotanyi. Ils se sont donnés les moyens d'être forts et sont revenus en mentant à la communauté internationale, prétendant ramener la démocratie et rechercher le retour des réfugiés. En réalité la question du retour des réfugiés ne se pose plus. Personne n'a chassé ceux qui sont rentrés (au pays). Par contre, ils se sont installés, quoique dans les

biens d'autrui, et ce problème trouvera probablement une issue positive. Quant au problème des réfugiés, il ne se pose plus.

- Je peux vous en dire quelque chose...
- Hum !
- S'ils veulent que nous leurs donnions la liste de ceux qui sont rentrés au pays et qui sont maintenant des personnalités...
- Hum !
- Qu'ils aillent à la BRD (Banque rwandaise de développement) et ils constateront que son directeur est un ancien réfugié qui a fait ses études à l'étranger, grâce au fonds destinés aux réfugiés. Peut-on me citer un seul ancien réfugié qui ne soit maintenant une grande personnalité ? Hein !
- Ainsi donc, le problème des réfugiés ne visait que la sensibilisation de la communauté internationale. Il est évident que nous venons de passer trois ans, voire quatre, en guerre. Si tout ce que les Inkotanyi voulaient était de venir sous escorte de la MINUAR, dans un convoi de motocyclettes, au mois de janvier ou au mois d'octobre, pour être installés au CND, nous serions allés les chercher car nous avions des autobus.

Si le problème avait été celui des réfugiés, il nous aurait été demandé d'aller les ramener de l'Ouganda en janvier que nous l'aurions fait et tous auraient déjà été rapatriés. Par contre, ils ont poursuivi la guerre et, lorsqu'ils éprouvaient des difficultés sur le front, ils recourraient aux négociations. Ils sont allés à Arusha et ont subtilisé le pouvoir ; ils ont subtilisé des postes (de responsabilité). Ils ont obtenu le ministère de l'intérieur et d'autres postes. Pour tout dire, Ngunzira leur a tout donné.

Pourtant, ils cherchent toujours à obtenir plus. Vous comprenez que c'est le pouvoir qu'ils veulent, tout le pouvoir et non sa parcelle ! Il est clair que nous aurions pu connaître les mêmes événements qu'au Burundi, si Ndadaye n'était pas mort. En effet, sa mort a été pour nous salvatrice. Nous aurions subi le même sort que Ndadaye : Un coup d'Etat aurait été fait à l'instar de celui que fomentait Kavaruganda. Celui-ci n'a pas pu mener son projet à terme grâce à notre harcèlement à son égard. Nous aurions connu le genre de coup d'Etat qui consiste à tuer tous les Hutus influents du pays, comme cela s'est passé dans le pays de Ndadaye. Retenons ceci :

- Un programme similaire est déjà en cours d'exécution
- Ce programme donc...
- Ce programme a commencé car on tue les gens chaque semaine
- Où se trouve Gapyisi ?
- Et alors ?
- Et où se trouve Gatabazi ?
- Où se trouve Bucyana ?
- Où se trouve donc Bucyana ?
- Où se trouve... (celui de)... Nyamata ?
- Rwambuka ?
- Rwambuka.
- Où se trouve un tel ? Ce sont ceux qui ne suivent pas bien l'évolution de la situation qui passent leur temps à s'accuser mutuellement. Ils accusent Habyarimana, le MRND et je ne sais quoi encore, de tous les maux. Pourtant, il existe un plan bien conçu et dont l'exécution est en cours. La cible de ce plan est le mouvement qu'on appelle « power ». Comme vous l'avez appris, des réunions se sont tenues à Mulindi. Ngango et consorts y ont participé et

ont signé un pacte visant à lutter contre ce qu'on a appelé le mouvement « power », où qu'il soit. Cela veut dire que...

- Il s'agit de lutter contre tout Hutu...
- (Contre) tout Hutu qui est convaincu que le Rwanda est son pays, que son groupe est majoritaire et que c'est le groupe majoritaire qui doit dominer et non le groupe minoritaire. Vous voyez donc que ces gens-là poursuivent leur plan. Quant aux événements qui se déroulent au Burundi, tout à l'heure vous condamniez les gens qui dressent des listes, mais à vrai dire, quoique les gens aient peur lorsqu'ils en entendent parler, ces listes existent. Les listes sont faites et on les utilisera ou bien pour tuer, mettre à mort des gens et les enterrer, ou bien pour rechercher et arrêter des gens raison pour laquelle ils veulent le Ministère de la justice. Des gens seront arrêtés et incarcérés pendant longtemps et, puisque les cours et tribunaux ne seront pas opérationnels, les détenus mourront en prison. On enverra des gendarmes arrêter des gens et les emprisonner en les accusant d'avoir été des Interahamwes, d'avoir lancé une grenade, etc. Il ne fait aucun doute que ce plan existe car Kagame lui-même a déclaré que, même en cas de fusion des armées, les Inkotanyi n'ont qu'un objectif : celui de prendre le pouvoir. Ainsi les Tutsis reprendraient et maintiendraient le pouvoir que les Hutus leur ont arraché en 1959, pendant autant d'années qu'ils le souhaiteraient. Pourtant, ils bernent les gens en disant que la transition ne durerait que 2 ans !
- Ha ! Ha ! Ha !
- Hum !
- Elle (la transition) pourrait durer même 100 ans.

- Oui, elle pourrait durer même 100 ans. Vous comprenez donc que nous devrions vraiment tirer une leçon des événements du Burundi. Ce que nous demanderions à la communauté internationale, c'est de ne pas laisser la minorité exterminer la majorité en cherchant à lui arracher le pouvoir par la ruse et par le bout du canon. Que la communauté internationale condamne ces gens et si nécessaire, par exemple dans le cas du Burundi, qu'une force internationale soit déployée. Les Etats Unis d'Amérique n'ont-ils pas envoyé des militaires en...
- En Somalie.
- En Somalie et en Bosnie-Herzégovine, pour mettre fin aux massacres. Pourquoi, par exemple, n'enverraient-ils pas au Burundi une force d'interposition entre les Hutus et les Tutsis pour empêcher à l'armée d'exterminer les gens, les Hutus ?
- La France n'intervient-elle pas régulièrement dans le pays de Mobutu ? Hein ! Lorsqu'il y a des troubles dans le pays de Mobutu, surtout dans la région du Shaba, (la France) y dépêche des parachutistes.
- Hum !
- Pourquoi n'interviennent-ils donc pas au Burundi ? Ils devraient intervenir au Burundi.
- Il faut qu'ils interviennent au Burundi. Ce serait une erreur de s'imaginer que le Burundi et le Rwanda connaîtront la paix ou que le Rwanda connaîtra la paix sans qu'il en soit autant pour le Burundi. Cependant, je voudrais rappeler à Noël et à tous nos auditeurs que le conflit burundais est une lutte pour le pouvoir. Les Tutsis cherchent à rester seuls maîtres à bord. Cela signifie qu'ils n'acceptent pas la démocratie, ils n'acceptent pas que la majorité gouverne, alors qu'elle a gagné les élections. De même, au Rwanda...
- C'est la même situation qui prévaut.

- Oui, c'est la même situation. Les Inkotanyi ne veulent pas se rendre à l'évidence de leur valeur numérique. Ils mentent en disant qu'ils veulent promouvoir la démocratie puisque, à mon avis, Rutaremara a dévoilé leur vrai visage en déclarant : « La démocratie, ce ne sont pas les élections ». Cela veut dire que ce ne sont pas les élections qui constituent leur principale préoccupation. Ce qui les préoccupe en premier lieu, c'est de prendre le pouvoir, et tout le pouvoir, par ruse.
- Kigali connaît une petite panne technique, mais j'aimerais remercier la société ELECTROGAZ d'avoir pensé à nous. J'aimerais maintenant saluer les membres de l'état-major, mon état-major à moi, je veux dire l'état-major de Munanira. Je leur demande de rester éveillés et de travailler assidûment. Aux membres de l'état-major de Munanira, je dis courage ! Je sais qu'ils se reconnaîtront !

Vous aller pouvoir suivre de nouveau l'information sur la crise burundaise en langue française. Ce sera avec Mbilizi et George, dans un petit instant, après cette chanson. (Ces deux journalistes) vous feront des commentaires sur la crise burundaise. Je salue Charles Mutuyemungu, où qu'il se trouve. J'ai reçu de ses nouvelles et j'ai transmis certaines de ses suggestions à leurs destinataires. (Musique)

[Le reste du document est en Français : page 20 à 28]

La Radio-télévision Libre des Mille Collines. (musique) Nous allons essayer de réfléchir à trois, une fois de plus face à la situation paradoxale du Rwanda et du Burundi, après cette nouvelle tentative de coup d'Etat au Burundi. Contradiction bien sûr de l'occident car à y voir de plus près à voir de plus près ce qui se passe dans les deux pays, on a l'impression d'assister à un double langage voir à une sorte de complicité Partons par exemple de la conférence de La Baule, où toute aide de la France, était conditionnée par l'avancement du processus de démocratisation. Tout l'occident a abondé dans le même sens d'ailleurs, on est allé plus loin même avec des mesures économiques, rappelez-vous la récente dévaluation du Franc CFA pour parler des contradictions. Avec Valérie et Georges, nous allons nous limiter à la région, bien sûr tenant compte de...l'actualité.

Bonjour Valérie,

Valérie : Bonjour Philippe,

Mbilizi : Bonjour Georges,

Georges : Bonjour Philippe,

Mbilizi : Valérie parlons d'abord de la situation actuelle maintenant au Burundi.

Valérie : Heu. Georges comme tu le sais, depuis ce matin, depuis d'ailleurs hier soir, on a parlé des événements, d'une tentative de coup d'Etat qui devait avoir lieu hier soir au Burundi. De toutes les façons, on peut bien dire que cette tentative c'est un coup d'Etat qui a bien eu lieu, parce que les hauts dignitaires se sont enfuis. Il y a les hauts. disons parlons du président de la République qui s'est réfugié à l'Ambassade de France et puis les ministres qui se sont réfugiés aussi à l'Hôtel du Lac Tanganyika, ainsi que les députés qui ont pris la direction heu. de l'Uvira au Zaïre. Ce qui veut dire que le coup d'état a bien eu lieu au Burundi. Comme tu le sais bien heu...je...heu...Philippe et à tous nos auditeurs qui nous écoutent à ce moment là, toute la nuit, les militaires se sont dirigés vers...se sont...les...militaires dirigés par le colonel KADOYI ont attaqué, ont voulu attaquer le chef de l'état

heu... Son Excellence Cyprien NTARYAMIRA suite à la décision prise de chasser les deux chefs d'état major, un entre autre BIKOMAGU qui avait dirigé le...le putsch heu...qui a coûté la vie au président NDADAYE. Alors ce qui veut dire que les militaires, ils se sont...ils sont fâchés...ils sont fâchés, ils ne veut pas que heu le président prenne cette décision.

C'est pour cela ils ont organisé un coup d'état un putsch pour...heu...détrôner le président heu...de la République et le pouvoir heu du parti FRODEBU.

Philippe: Voilà, Valérie avant d'entrer dans les détails, je vais me retrouver...je vais retrouver Georges pour...mettre cela en relation avec ce qui se passe au...Rwanda nous faire un petit peu la situation au pays.

Georges: Eh bien ici au Rwanda, la situation heu ..se trouve exactement sous le même plan. La violence existe également, d'ailleurs heu.. il n'est nul besoin de rappeler les...assassinats de GATABAZI de...BUCYANA et même les...derniers assassinats qui ont été perpétrés contre certaines autorités notamment des...un candidat député du PL. Donc en fait la terreur existe de...la même manière et la tentative de coup d'Etat existe également puisque rappelons que monsieur Faustin Twagiramungu le premier ministre désigné cherche non plus ni moins à imposer la composition de son gouvernement et la composition des...des députés. Donc heu...si l'on est pas encore passé à l'acte...à plein on en est en tout les cas pas loin, on massacre allègrement certaines populations et impunément et donc heu...la situation destabilisée au Burundi est aussi destabilisée d'une manière très semblable au Rwanda.

Philippe: Voilà la situation destabilisée au Burundi de manière semblable au Rwanda, contradiction de l'occident que dit les occidentaux, aux politiciens rwandais, qu'est-ce qu'ils condamnent de la même manière au Burundi d'abord la...la réaction de l'occident face à la situation au Rwanda. Valérie.Heu d'abord...au Burundi Valérie(détente)

Valérie: En fait la...la réaction occidentale face aux événements du Burundi est tout à fait négative, parce que depuis que il y a eu le coup d'Etat, disons commençons par les...élections heu...qui a porté le président NDADAYE au pouvoir au mois de juin 93. Il a été élu avec le suffrage universel, il a remporté le...les élections avec son parti FRODEBU. Et il y a eu heu..le for...formation de

l'assemblée au mois de juillet 93

Philippe: oui.

K0249771

Valérie: Toutes les façons toujours la minorita la minorité qui n'a pas été contente heu...de ces élections ont voulu heu renverser le pouvoir de...heu...de Son Excellence monsieur NDADAYE. Alors le 21 octobre il y a eu le putsch au Burundi avec l'assassinat heu...du président NDADAYE et...et...disons et ses proches, et ses proches collaborateurs. Alors l'Occident lui, sans réaction aucune, a imposé à nouveau au parti FRODEBU de reconstituer le gouvernement et de mettre toutes les institutions démocratiques en place ce qui veut dire que...

Philippe: avec bien sûr les membres de ..de...de...de...cette opposition là.

Valérie: de cette opposition, voilà exactement. Donc il a demandé maintenant que la minorité heu...soit aussi, fait partie de ces institutions de ces nouvelles...de ces nouvelles institutions. Alors ce qui veut dire que ..à notre...vue.. à notre...à ce que...nous...nous croyons, ce que nous voyons exactement c'est que l'ogust...l'Occident appuie fermement la minorité.

Philippe: qui a...ou qui a...qui a 40%, ou.

Valérie: qui a 40 %,

Philippe :..qui est représentée à 40%

Valérie : 40 %

Philippe :Au...au gouvernement.

Valérie : Voilà

Philippe : Et moi je me rappelle ce que j'ai suivi hier sur Radio France Internationale, un des leaders du...du du RADDES, monsieur NZEYIMANA, hier soir c'était peut être au moment où se déroulaît la tentative de coup d'Etat criait sur les...

Valérie: Uhum

Philippe: ..antennes de...Radio heu...France Internationale que...leur parti était déterminé à jouer le jeu démocratique. Alors Georges la situation présente au Rwanda. Quelle est la réaction de l'Occident face à la situation présente au Rwanda?

Georges: Heu...oui merci Philippe. D'abord je tiens heu. à rappeler parce que c'est important y

compris pour la situation au Rwanda que monsieur NZEYIMANA qui est président du parti RADDES au Burundi est un des promoteurs des journées "une ville morte" de...Bujumbura qui ont d'abord coûté énormément de morts et qui ont coûté financièrement des sommes fabuleuses au Burundi. Alors heu...au Rwanda, eh bien la situation est très semblable. En fait la guerre a été déclarée par le FPR en octobre 90, or c'est les occidentaux qui ont obligé le Rwanda à obtenir une solution négociée, c'est eux-mêmes qui ont donné régulièrement un certain nombre d'ultimatum au gouvernement rwandais pour...partager le pouvoir avec des gens que l'on savait bien qui massacraient et qui tuaient des populations et que ces...membres du FPR ne constituent qu'une très faible minorité ici à l'intérieur du Rwanda, voir même une très faible minorité à l'extérieur puisque de toute façon on compte que au Rwanda, bon an mal an pour l'instant, il reste à peu près 8% de Tutsi. Ce qui donc la s...les occidentaux ont obligé à négocier le...et à partager le pouvoir avec des gens qui massacraient les populations et qui représentent une infime minorité puisque ils ne représentent maintenant même plus 10% alors qu'on le leur a concédé à certains endroits même jusqu'à 50% des postes dans l'armée et des postes notoires à l'intérieur du gouvernement puisqu'ils ont droit à un Vice-Premier Ministre, au Ministère de l'Intérieur, au Chef d'Etat major de la gendarmerie bref, on a fait, les occidentaux ont réussi à obliger le gouvernement rwandais pratiquement à récompenser dès... meurtriers. Et ainsi, même s'ils...proclament que...ils sont favorables à la démocratie, en fait, aussi bien au Rwanda qu'au Burundi, ils sont arrivés en faire en sorte que...de favoriser la minorité de manière telle qu'elle puisse écraser la majorité aussi bien politique que.. populaire

Philippe: Voilà il...le dernier il...ultimatum en date il faut.. il faut bien le préciser vient...de la...la Belgique alors...heu...il faut il faut constater que...le temps utilisé pour donner les ultimatum e . est beaucoup plus important que celui utilisé pour condamner les tueries perpétrées par le FPR à l'intérieur du pays. Et sur le Burundi rien...presque rien n'est dit. Georges RUGGIU, et Valérie heu...qui est...qui est là, parlons heu...par exemple de la tentative de coup d'Etat au...Burundi. Re reculons un tout petit peu en arrière pour parler de ce qui se passait après la mort de NDA...de heu ..heu...avant la mort de NDADAYE.

Valérie: Heu...pour reculer un tout petit heu...sur les événements du Burundi a...vant la mort de

NDADAYE...(silence, rompu en son milieu par le froissement des feuilles de papier, signe que l'oratrice soit lisait, soit avait des notes) j'en ai parlé un...tout petit peu en...en repassant comme ça mais...disons que avant le coup d'Etat, il y a eu les élections. Et ces élections on a élu le président du Burundi, monsieur en mémoire de monsieur Melchior NDADAYE en juin 94, heu...93 plutôt, et puis en juillet 93 il a été mis en place la législation disons l'assemblée nationale du Burundi et après le 21 octobre il y a eu l'assassinat du président NDADAYE et il y a eu pas mal de sang qui a été versé suite après la mort du président NDADAYE, après l'assassinat heu...du président NDADAYE. A ce moment là, après cet assassinat et beaucoup de tueries au Burundi, le peuple, le peuple Burundi a demandé la protection et l'étranger n'a pas pu protéger cette population. Par contre, il a exigé il a imposé à cette population et même au parti FRODEBU qui avait remporté les élections de reformer les institutions comme je l'avais annoncé auparavant vers le début hé...de cette émission. Alors après avoir mis ces institutions sur place il y a...en plus avec la pression de l'Occident comme quoi les ennemis doivent aussi prendre part à ces institutions là.

Philippe: Et voilà Valérie ce qui se passe au Burundi heu...là où on a tué un président démocratiquement élu, on ne daigne même pas même pas, envoyer une petite force de maintien...de la paix alors ici au Rwanda où on...on...semble favoriser heu...des mi...des mi...des des des rebelles qui sont...qui ont heu...qui ont été à la base des...du...du déplacement d'un grand nombre de la population, de beaucoup de meurtres, ecteteri, ectetera. Revenons maintenant au discours de La Baule. Heu...La Baule pour la démocratie qu'en est-il au juste? Je ne sais pas si Georges va en parler?

Georges: Eh bien en fait le discours de La Baule qui a été prononcé par le président MITTERAND lors de son premier septennat déjà, heu...liait le...l'aide au développement et l'aide tout court de...la France et d'ailleurs de la communauté européenne qui a suivi à une démocratisation des régimes en place. Ce discours oblige heu...lançait donc l'idée qu'il fallait obliger les pays qui n'avaient pas un...système démocratique à passer à la démocratie heu...et heu...il existait un certain nombre de contraintes financières c'est-à-dire que heu...ce discours proposait ni plus ni moins un chantage, "*vous démocratisez, vous aurez de l'argent, vous ne démocratisez pas, nous coupons les robinets*". Heu...d'abord heu...cette attitude est ni plus ni moins que anti-démocratique heu...de la part de pays qui se proclament démocratiques heu...ils font comme si la démocratie n'existait qu'en Occident et

pas pour les autres. Heu...ils pourraient très bien suggérer, aider heu sans pour autant lier chaque fois leur aide à un certain nombre de chantages ce qu'ils sont encore en train de faire aussi bien au Rwanda qu'au Burundi et...rappelons les ultimatums que monsieur Jacques Roger BOOH BOOH n'a pas hésité et que...d'autres...comme le ministre des Affaires Etrangères belge n'a pas hésité à prononcer.

Philippe: Les représentants de la Banque Mondiale aussi.

Georges: Voilà, *"vous faites ceci, vous faites cela, vous aurez de l'argent, vous ne le faites pas, on vous coupe les...robinets"*. Faut-il que...heu faire comme si la démocrat...la démocratie n'était qu'une affaire d'occidentaux et que en Afrique elle n'existait pas. On ne peut pas impunément protéger en permanence une minorité sous prétexte que l'on veut imposer la démocratie alors qu'une majorité heu...a...elle même heu...marqué sa volonté et notamment au Burundi de manière très claire suite à des élections, et puis on vous impose un certain nombre de choses et on les conditionne à une aide au développement. D'ail...d'ailleurs de toutes façons de toutes façons, nulle part à aucun moment il n'a été prouvé qu'une paix...qu'une paix. heu...mise en place par une guérilla avait été mise en place autrement que par des actions violentes voire par la guerre. Alors favoriser sous-prétexte de la démocratie ces minorités et étrangler les pays en guerre ou qui font face à des troubles toujours sous prétexte de cette démocratie cela ne semble pas très prometteur pour...préservé les droits de la majorité et c'est bien là qu'est le problème

Philippe: Voilà et c'est bien là qu'est...le problème. Et moi je voudrais qu'on essaie un peu Valérie de donner un sens à ce genre d'ultimatum. Et voilà mon raisonnement Il y a des problèmes au sein des...partis qui doivent entrer dans le gouvernement de transition à base élargie. Mais...on...donne des ultimatum comme si ces...ces ultimatum suffisaient pour résoudre les problèmes qui se trouvent à l'intérieur des partis car sans avoir résolu les problèmes à l'intérieur des partis on ne peut pas arriver à mettre en place les institutions de...transition de manière tout à fait fiable.

Valérie: Oui Philippe, parce que ces ultimatum au lieu de résoudre ces problèmes, ils aggravent ces problèmes. Alors au sein des partis là, il y a des problèmes ça tout à fait on le sait. Ces problèmes doivent être résolus pour mettre les...pour pouvoir mettre les...les institutions en place. Mais si ces problèmes persistent, ces problèmes ne vont pas permettre que ces institutions soient mises en place.

Si nous prenons...si nous parlons déjà de la démocratisation imposée par la réunion là de La Baule...heu...cette démocratisation on a beau on a crié mais après tu peux même remarquer dans toutes les pays d'Afrique qui ont heu...qui ont...qui ont arrivé à la...cette démocratisation là...

Philippe: Ehein.

Valérie: ...il y a beaucoup de problèmes qui résident au sein de...de ces pays là. Je peux même te citer des exemples: il y a le Congo, il y a le Gabon heu...il y a même pas loin, prenons même le Burundi c'est...ici tout près. Au...comme maintenant on parle de...de ce pays là avec le Rwanda, il y a pas mal de pays il y a le Togo, il y a le Bénin, bon bien, il y a le Cen...heu...Centrafrique, tout ça tous ces problèmes on connaît pas mal de...de...problèmes après...après cette démocratisation. Bon, les occidentaux, les observateurs occidentaux ont tant crié quand le FRODEBU a remporté aux élections, mais ils n'ont pas crié de bons exemples, ils n'ont pas créé de bons exemples, mais...ils n'ont pas protégé aussi cette démocratisation. Ils ne l'ont pas protégé au contraire...voilà...

Philippe: Ils ne l'ont pas protégé au contraire il a été (voix superposées de Valérie et de Philippe) dit après que...NDADAYE a subi ce ..ce qu'il méritait.

Valérie: Voilà ce qu'il méritait d'ailleurs. c'est ce qu'ils disaient chaque fois et qu'il devait se protéger lui-même. Comment est-ce qu'il devait se protéger maintenant ? Comme maintenant, NDADAYE n'avait pas le droit de choisir lui-même et...ni sa résidence...(voix superposées de Philippe et de Valérie) ni son bureau, il ne pouvait même pas...choisir lui-même.

Philippe: Il ne pouvait pas...ouais...i...est-ce que ..il a ..il était face à une armée qui était là depuis longtemps...

Valérie: Voilà exactement....

Philippe: Une garde...

Valérie: Une garde même...issue de cette armée même!...

Philippe:.. issue de cette armée..

Valérie: de cette armée, des élé...

Philippe: ..qui a placé les dictateurs au pouvoir,

Valérie: Exactement...

Philippe: ..une armée monoethnique..

Philippe: ..et...voilà ce qui s'est passé, Georges je sais pas si tu peux donner un complément là-dessus?

Georges: Eh bien en fait, à nouveau au Rwanda quelque chose de semblable est en train de...se passer, puisque d'abord heu...chose incroyable, on a été jusqu'à écrire le nom du premier ministre désigné dans...les accords et que maintenant les occidentaux sont attachés à cor et à cri à cette personne alors qu'il est de plus en plus démontré que...l'ensemble de la population, personne ne veut de ce premier ministre désigné y compris même son parti qui l'a rejeté heu...donc on est obligé de...constituer des institutions avec des gens qu'on ne veut pas et qui nous sont imposés, heu...heu...d'ailleurs même en plus puisque heu...ce premier ministre désigné a même été jusqu'à appeler la population au combat et a dit que il faudrait finalement qu'il y ait des vainqueurs et des vaincus et que le vainqueur soit vraiment vainqueur et le vaincu vaincu et...les occidentaux sont en train de nous forcer à faire une paix et une so...une.. une période de transition à s...à l'ég.. à l'image de ce que eux ils veulent faire du Rwanda ou du Burundi, c'est-à-dire principalement conserver toujours des personnes qui...leurs sont dépendantes et puis que...qu'ils pourront abandonner sous prétexte de démocratisation, heu...prétexte bien facile une fois de plus quand ça les arrangera, en attendant on peut ainsi étrangler économiquement et politiquement de manière tout à fait aisée aussi bien le Rwanda que le Burundi et...à nouveau il est remarquable que...heu...toutes les pressions qui ont été faites au Burundi au moment du coup d'Etat sur Melchior NDADAYE où les occidentaux ont refusé une...force d'aide militaire pour soutenir le gouvernement burundais, par contre au Rwanda on refuse au Président heu.. de de mettre certaines choses en place et on fait une pression et on se sert du déploiement de la MINUAR à l'intérieur de Kigali pour faire pression et obliger la présidence notamment à faire des concessions et peut-être même à faire des concessions pour attribuer le ministère de la Justice à une tendance heu. du Parti Libéral. .

Philippe: Je dirais même...

Georges: ..très proche du FPR !

Philippe: Et je dirais même que le Président de la République est...est obligé d'aller au-delà des

Valérie: Voilà.

Philippe: ...parce que des concessions tout à fait déraisonnables lui sont...lui sont demandées.

Valérie: Oui.

Philippe: Prenons par exemple maintenant tentative de coup d'Etat au Burundi, jusque là...y a encore rien qui est dit...d'ailleurs Radio France Internationale accordait, donnait ses antennes heu...au...aux partis d'opposition burundais qui sont à la base de la détérioration de la situation au Burundi. Et maintenant sur place à Kigali, il y a pression au président de la République pour accepter heu...pour...obliger à concéder au FPR le...le le le ministère de de la Justice. Qu'est-ce que cela veut dire, quelle signification cela peut-il avoir, cela nous le dirons de...de nos journalistes belges, heu...Georges.

Georges: En fait, je crois que heu...les...les journaux belges, il y a quelques jours ont été très clair heu....c'est...

Fin de la Face B.

Fin de la cassette !